

# DECISION EL 07-110

*Date : 02 Mai 2007*

*Requérant : Pascal ESSOU*

## ***La Cour Constitutionnelle,***

- VU*** la Constitution du 11 décembre 1990 ;
- VU*** la Loi n° 91-009 du 04 mars 1991 portant loi organique sur la Cour Constitutionnelle modifiée par la Loi du 31 mai 2001 ;
- VU*** la Loi n° 2006-25 du 05 janvier 2007 portant règles générales pour les élections en République du Bénin ;
- VU*** la Loi n° 94-015 du 27 janvier 1995 définissant les règles particulières pour l'élection des membres de l'Assemblée nationale, modifiée par les Lois n°s 98-036 du 15 janvier 1999 et 99-016 du 12 mars 1999 et remise en vigueur par la Loi n° 2003-01 du 08 janvier 2003 ;
- VU*** la Loi n° 2001-21 du 21 février 2003 portant Charte des partis politiques ;
- VU*** le Décret n° 2006-681 du 11 décembre 2006 portant convocation du corps électoral pour les élections législatives de mars 2007 ;
- VU*** le Décret n° 2007-004 du 12 janvier 2007 portant nomination des membres de la Commission Electorale Nationale Autonome (CENA) chargée de l'organisation matérielle et de la gestion de l'élection des membres de l'Assemblée nationale de mars 2007 ;
- VU*** le Procès-verbal n° 002/CC/SG-07 du 13 janvier 2007 portant prestation de serment des membres de la CENA ;

- VU* la Décision EL 07-024 du 23 mars 2007 autorisant le report de la date du scrutin du dimanche 25 mars 2007 au samedi 31 mars 2007 ;
- VU* le Décret n° 2007-129 du 23 mars 2007 portant convocation du corps électoral pour les élections législatives de mars 2007 ;
- VU* la Proclamation des résultats des élections législatives du 31 mars 2007 faite par la Cour Constitutionnelle le 07 avril 2007 ;
- VU* le Règlement Intérieur de la Cour Constitutionnelle ;

Ensemble les pièces du dossier ;

Où Monsieur Lucien SEBO en son rapport ;

Après en avoir délibéré,

**Considérant** que par requête du 10 mars 2007 enregistrée à son Secrétariat Général le 12 mars 2007 sous le numéro 0682/032/EL, Monsieur Pascal ESSOU, candidat aux élections législatives de mars 2007 sur la liste « Restaurer l'Espoir » dans la 11<sup>ème</sup> circonscription électorale, porte plainte contre Messieurs Jean Marie Nicolas DANDOGA et Désiré BADOU respectivement membre de la Commission Electorale Nationale Autonome (CENA) et coordonnateur des départements du Mono et du Couffo et membre de la Commission Electorale Communale Aplahoué pour des irrégularités commises dans la Commune d'Aplahoué ;

**Considérant** que le requérant expose : « ... malgré son titre de membre de la CENA, Coordonnateur des départements du Mono-Couffo, Monsieur DANDOGA a été surpris à maintes reprises en train d'animer des réunions politiques nocturnes pour le compte du Parti Social Démocrate (PSD) dans son village et dans les villages environnants.

Les jeudi 08 et vendredi 09 mars 2007, respectivement à 2 heures dans le village de Dékandji (arrondissement de Dékpo) et à 23 h 30 à Atchihoué, il a terminé sa rencontre avec la population en offrant des libéralités soit 20 000 F à Dékandji et XXX F CFA à Atchihoué. Malgré son interpellation par le Chef d'Arrondissement (CA) de la localité, il persiste dans la mise en œuvre de son programme de campagne.

Monsieur Désiré BADOU pour sa part, a conduit en personne les séances de sensibilisation du PSD dans les locaux de la CEC et de la Mairie et fait rétention des cartes d'électeurs dans les localités peu favorables au PSD.

Aussi, serait-il à l'origine de milliers de cartes déversées dans les arrondissements d'Azové et d'Aplahoué reconnues comme des localités de fraudes massives.

Cette situation, créée délibérément par Messieurs DANDOGA et BADOU est contraire aux dispositions de la loi électorale interdisant à tout membre de la CENA ou de ses démembrés d'animer une réunion politique au cours de son mandat. Ceci n'est pas non plus de nature à garantir la régularité du scrutin du 25 mars prochain » ; qu'il soutient que « Ce comportement n'est ni plus ni moins qu'une provocation des militants des autres partis en présence dans les mêmes localités et une récidive » et qu'il demande à la Haute Juridiction de sanctionner les intéressés conformément aux textes en vigueur dans notre pays pour que force reste à la loi ;

**Considérant** qu'aux termes des dispositions de l'article 67 de la Loi 2006-25 du 05 janvier 2007 : « *En tout état de cause, il est interdit à tout préfet et toute autorité non élue de l'administration territoriale, à tout chef de représentation diplomatique et consulaire, à tout membre de la Commission Electorale Nationale Autonome, à tout le personnel électoral en général de se prononcer publiquement d'une manière quelconque sur la candidature, l'éligibilité et l'élection d'un citoyen ou pour susciter ou soutenir sa candidature ou de s'impliquer dans toute action ou initiative qui y concourt sous peine des sanctions prévues à l'article 140 alinéa 1<sup>er</sup> de la présente loi* » ; que selon l'article 64 de la Loi n° 91-009 du 04 mars 1991 portant loi organique sur la Cour Constitutionnelle modifiée par la Loi du 31 mai 2001 : « *La Cour et les sections peuvent, le cas échéant, ordonner une enquête et se faire communiquer tous documents et rapports ayant trait à l'élection* » ;

**Considérant** que de l'analyse de tout ce qui précède, il apparaît qu'une mesure d'instruction s'avère nécessaire ; que celle-ci consistera à faire un transport à Aplahoué pour vérifier la matérialité des faits allégués, procéder à l'audition de toutes les parties et recevoir sous serment les témoignages de la population et des autorités locales ;

**Considérant** que le rapporteur, Monsieur Lucien SEBO, est commis pour faire exécuter ladite mesure d'instruction ; qu'il y a lieu de lui laisser toute latitude pour y procéder et faire tous actes utiles à la manifestation de la vérité ;

## ***D E C I D E :***

**Article 1<sup>er</sup>.**- Il est ordonné avant dire droit une enquête sur les faits allégués par Monsieur Pascal ESSOU.

**Article 2** .- La présente décision sera notifiée à Messieurs Pascal ESSOU, Jean-Marie N. DANDOGA et Désiré BADOU, au Président de la Commission Electorale Nationale Autonome et publiée au Journal Officiel.

Ont siégé à Cotonou, le quatorze mai deux mille sept,

Madame	Conceptia	D. OUINSOU	Président
Messieurs	Jacques D.	MAYABA	Vice-Président
	Christophe	KOUGNIAZONDE	Membre
	Pancrace	BRATHIER	Membre
	Lucien	SEBO	Membre.

Le Rapporteur,

Le Président,

***Lucien SEBO.-***

***Conceptia D. OUINSOU.-***